

Paris, le 19 Septembre 2008

Grenelle de l'environnement : Bonus ou malus ?

Un communiqué de l'Alliance pour la planète

dimanche 21 septembre 2008

L'Alliance pour la planète (plate-forme de 80 associations) s'est réunie en assemblée plénière.

Elle exprime ses plus vives préoccupations devant la tournure que prend le processus Grenelle de l'environnement. Atermoiements gouvernementaux sur la fiscalité verte, loi OGM légalisant la contamination, texte de loi Grenelle 1 en dessous des engagements pris par consensus lors des tables rondes, silence sur le projet de loi Grenelle 2. Il est plus que temps que le chef de l'Etat fasse respecter par son gouvernement les engagements qu'il a pris publiquement devant la nation le 25 octobre 2007.

Il y a près d'un an, à l'issue d'un processus novateur et exemplaire par de nombreux aspects, la France était entrée dans une dynamique d'excellence environnementale. Cela avait été salué tant au sein de l'Union européenne qu'à l'extérieur. On pouvait alors espérer non seulement que la France rattrape son retard mais qu'elle devienne un exemple tant par le mode de gouvernance que par le nouveau contrat écologique signé tacitement entre le chef de l'Etat et la société française.

A quelques semaines du premier anniversaire du Grenelle de l'environnement, force est de constater que le « new deal écologique » voulu par Nicolas Sarkozy n'a été une « rupture » que dans les déclarations. **Le projet de loi d'orientation dit Grenelle 1 se révèle flou dans les objectifs et inexistant dans les moyens. La société civile a été délibérément écartée de son mode d'élaboration au profit d'une haute fonction publique qui semble avoir les plus grandes difficultés à prendre en considération l'urgence écologique. Enfin, la cacophonie autour de la fiscalité verte laisse augurer d'une absence de vision à long terme de la part des pouvoirs publics.** Pourtant gouverner, c'est prévoir.

Or nous savons depuis le rapport Stern que le coût de l'inaction en matière environnementale risque de déstabiliser dramatiquement les économies de l'Union européenne en détruisant près de 20% du PIB d'ici 2050.

Comme l'ensemble des Françaises et Français, l'Alliance pour la planète attend maintenant du chef de l'Etat qu'il fasse respecter le poids de sa parole.

P.-S.

- Sur le site d'Adéquations : voir notre rubrique [Grenelle de l'environnement](#)